

portes chaque jour. Personne ne peut compter sur le gouvernement. Celui-ci tourne le dos à tous ceux qui éprouvent des difficultés au Canada.

De nos jours, les seuls qui se trouvent du travail sont des conservateurs qui font partie de comités et de commissions royales.

Nous savons ce qu'il faut faire. Nous devons nous donner une politique sensée à l'égard des taux d'intérêt. Nous devons peut-être accepter une dévaluation du dollar canadien.

Quel est le problème des entreprises à l'heure actuelle? Voyez leur situation. Il y a cinq ans, compte tenu de la conjoncture canadienne, le dollar était à un niveau plus concurrentiel. Cela signifie que, de nos jours, 20 p. 100 des entreprises ne sont pas suffisamment concurrentielles à cause de notre dollar surévalué. En moyenne, nos taux d'intérêt sont de quatre points plus élevés que ceux des États-Unis. Si le taux est de 10 p. 100, cela signifie qu'au chapitre des intérêts, dans quelque secteur que ce soit, les gens d'affaires et les producteurs canadiens devront payer, en intérêts, 40 p. 100 de plus que les Américains. Inutile de se demander pourquoi ils ne sont pas concurrentiels.

J'étais dans le nord de l'Ontario le week-end dernier. Dans l'industrie du bois, les scieries ferment les unes après les autres. La situation est la même au Québec et au Nouveau-Brunswick. Pourquoi? Parce que le gouvernement américain a frappé les exportations canadiennes d'une taxe de 15 p. 100. Aussi, quand on ajoute ce 15 p. 100 à la différence de 40 p. 100 en intérêts et au dollar canadien surévalué, on ne s'étonne guère que les usines et les scieries ferment par dizaines.

Je vois que le ministre occupe maintenant son fauteuil. Il a changé d'emploi. Dans le domaine de la recherche et du développement, le Canada se classe maintenant 17^e sur 23 parmi les pays de l'OCDE.

En 1984, le premier ministre avait dit aux Canadiens qu'il doublerait les budgets de recherche et développement. Les sommes affectées à cette fin sont passées de 1,42 p. 100 du PIB en 1984 à 1,28 p. 100 à l'heure actuelle. Cela représente une baisse de plus de 10 p. 100, et le premier ministre parlait de doubler les subventions.

Une voix: C'est honteux.

M. Chrétien: Je pourrais vous en donner bien d'autres exemples. L'ex-ministre des Finances, celui qui a causé tous ces problèmes, va éclaircir la situation. Mais c'est lui qui est l'auteur du problème. Comment peut-il rendre les industries canadiennes plus compétitives après avoir paralysé le secteur de la recherche et du développement?

L'Adresse

Comment peut-il aider les travailleurs canadiens à soutenir la concurrence sur le marché international après avoir réduit un peu plus chaque année les subventions à l'enseignement?

Comment pouvons-nous parvenir à exceller dans le monde quand le gouvernement n'a cessé chaque année de diminuer les fonds qu'il consacrait à la formation de la main-d'oeuvre. C'est le premier ministre lui-même qui a enfermé le loup dans la bergerie. Il n'est donc pas surprenant que son gouvernement se retrouve en quatrième position dans les sondages.

Je l'ai dit au début de mon discours et je le répète, que notre nation se trouve à un carrefour. Nous voulons aider le gouvernement à régler rapidement les problèmes qui affligent la nation. Je suis très déçu de voir que le gouvernement va attendre trois mois, parce que, à la fin de janvier il subira d'énormes pressions pour retarder encore davantage son intervention. Je suis passé par là. Je me rappelle fort bien la fois où nous avons de septembre à décembre 1980 pour régler un problème. Il nous a fallu plus de temps. Nous avons écouté la population. Nous avons accepté de nombreux amendements de la *Charte des droits et libertés* après avoir entendu ce qu'avaient à dire les citoyens, les parlementaires et certains groupes. Il nous a cependant été impossible de respecter la date limite.

Si le premier ministre n'agit pas rapidement, nous serons de nouveau acculés au mur. Entre-temps, les problèmes économiques n'auront pas été réglés. Le climat politique deviendra de plus en plus instable au Canada et les investissements tariront, simplement parce que le gouvernement n'assume pas ses responsabilités. Nous sommes disposés à l'aider. Nous voulons aider, parce que nous estimons que les Canadiens, y compris les députés qui siègent ici, sont très privilégiés. Le meilleur atout que possède un Canadien, c'est cette petite carte qui confirme sa citoyenneté canadienne. C'est l'atout le plus précieux dont il dispose.

Si le Canada n'avait pas existé, le Québec n'existerait plus. Voyez ce qui est arrivé aux francophones de la Louisiane et de la Nouvelle-Angleterre. Ici, au Canada, à l'époque de la Confédération, nous étions un million de francophones.

[Français]

Nous étions un million de francophones au Canada. Nous sommes maintenant 6,5 millions.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Il y a plus de francophones hors Québec qu'il y en avait au Canada en 1867. Au Québec, 84 p. 100 des citoyens sont de langue française, monsieur le Prési-